

Discours Laurent Bossard
Directeur du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)
Séminaire sur Le développement transfrontalier au Sahel
Cotonou, Bénin
3 juillet 2018

Il est heureux que nous soyons aujourd'hui à Cotonou pour réfléchir et travailler ensemble sur la coopération transfrontalière à l'initiative de la Commission de l'UEMOA et avec l'appui de la coopération Suisse. Nous remercions le Bénin de nous accueillir et plus particulièrement Son Excellence M. Barnabé Dassigli, Ministre de la Décentralisation et de la Gouvernance locale du Bénin qui nous fait le grand honneur d'être parmi nous.

Peu de pays connaissent mieux que le Bénin les réalités et les complexités frontalières et transfrontalières.

Comme vous le savez Monsieur le Ministre, votre pays compte un peu moins de 2000 km de frontières terrestres. 57 % de son territoire sont situés à moins de 50 km d'une ligne frontalière avec le Nigeria, le Burkina Faso, le Niger ou le Togo. À l'intérieur de ces zones des 50 km d'une frontière, vivent près de 70% des béninois. Pour eux, la frontière n'est pas et ne doit pas être une barrière entre les peuples. La réalité forgée par l'histoire proscrit la notion de barrière. C'est cette histoire qui fait que le Yoruba et le Haussa sont parlés au Bénin comme ils le sont au Nigeria ; que le Fon est partagé avec le Togo, le Gourmantché avec le Niger.

Sur cette trame sociologique et historique s'est greffé le commerce.

Porto Novo, Abomey, Parakou, Kandi, Malanville, Djiougou et beaucoup d'autres, sont autant de cités initialement connectées aux pays frontaliers avec lesquelles elles sont liées par de puissants réseaux commerçants régionaux. Sans parler bien entendu de Cotonou et de son immense marché de Dantokpa où d'innombrables commerçantes et commerçants du Bénin mais aussi de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et centrale, font vivre et vibrer le commerce régional. On dit qu'un million d'acteurs s'y réunissent chaque jour.

Ces espaces frontaliers et transfrontaliers sont donc au cœur des problématiques de l'intégration régionale ouest-africaine. Les communautés économiques régionales l'ont bien compris ; aux premiers rangs desquelles figurent l'UEMOA ; comme en témoignent les

conclusions de la conférence sur la décentralisation financière et la coopération transfrontalière, tenue à Grand Bassam en novembre 2017.... Comme en témoigne également le Programme de Coopération Transfrontalière Locale qui nous réunit aujourd'hui. Je m'en voudrais bien entendu de ne pas citer le Programme régionale de Coopération Transfrontalière de la CEDEAO, issu du Programme d'Initiatives Transfrontalières lancé il y'a déjà une dizaine d'années, avec l'appui du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

Ces initiatives ont en commun de vouloir s'appuyer sur ce qui est sans doute l'un des plus puissants leviers de l'intégration régionale : ce levier est l'initiative locale transfrontalière. C'est en d'autres termes la « rencontre » entre la décentralisation et la coopération régionale. C'est sans doute pour cela que c'est bien le Conseil des Collectivités locales de l'UEMOA qui est en première ligne dans l'ambition de l'Union en la matière.

Aujourd'hui, 40 millions d'africains de l'Ouest vivent à moins de 50 km d'une frontière. Ils seront sans doute le double dans 25 ans. La trame dont je parlais tout à l'heure se densifie ; autour de villes frontalières de plus en plus nombreuses et de plus en plus peuplées. Ce sont ces villes et les espaces ruraux qui les entourent et qui eux aussi voient leur population augmenter ; ce sont ces villes et ces villages connectés les uns aux autres qui construisent et construiront l'intégration régionale par la coopération transfrontalière ; qui construiront l'intégration régionale par le bas ; en la connectant à la décentralisation.

Notre réunion est importante de ce point de vue car elle abordera selon différentes optiques, la question de l'accompagnement de ces dynamiques. Nous avons pour cela la chance d'avoir réuni toutes les catégories d'acteurs. L'UEMOA et la CEDEAO bien entendu ; des acteurs de terrain et élus locaux ; des ONG actives de longue date dans la CTF ; des décideurs politiques nationaux ; des chercheurs. Je n'oublie pas bien entendu les partenaires de la coopération internationale : la Coopération Suisse et la GIZ en particulier qui sont en quelques sortes des précurseurs de la CTF au sein de la communauté internationale et dont je voudrais saluer l'engagement et la disponibilité.

Comme vous le savez, le CSAO / OCDE s'est beaucoup investi dans ce combat ; dès le début des années 2000, aux côtés de la Direction Nationale des Frontières du Mali et de son directeur de l'époque l'ambassadeur Aguibou Diarra qui est avec nous aujourd'hui et que je remercie ; aux côtés également du GRDR qui nous fait également le plaisir d'être des nôtres aujourd'hui.

Notre engagement politique n'a pas fléchi. Nous sommes heureux de constater que la CTF remonte désormais dans les agendas internationaux. Je pense et j'espère que notre réunion

apportera des arguments concrets et opérationnels à tous ceux qui pensent que la CTF doit et peut devenir un levier puissant de stabilisation, de développement et d'intégration.

Je vous remercie.